

# **Rapport financier consolidé**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

Ville d'Otterburn Park | 57030 |

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sheina Fortin-Larouche, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville d'Otterburn Park pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature



Date 9 mai 2022

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la VILLE D'OTTERBURN PARK

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE D'OTTERBURN PARK (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE D'OTTERBURN PARK au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE D'OTTERBURN PARK inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S-14, S23-1 à S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MPA inc. société de comptables professionnels agréés / Robert Arbour CPA auditeur, CA  
Montréal, le 15 mai 2022

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations	
		2021	2020
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	11 850 757	11 437 272
Compensations tenant lieu de taxes	2	96 628	98 498
Quotes-parts	3		216 370
Transferts	4	591 459	2 555 808
Services rendus	5	514 453	464 623
Imposition de droits	6	1 320 591	1 743 979
Amendes et pénalités	7	212 265	201 227
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	58 375	105 594
Autres revenus	10	455 250	1 060 208
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	15 099 778	17 883 579
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	2 202 724	1 977 281
Sécurité publique	15	2 685 269	2 751 296
Transport	16	2 853 577	2 910 176
Hygiène du milieu	17	3 272 634	3 156 778
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	497 913	373 770
Loisirs et culture	20	1 985 530	1 607 498
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	342 021	434 283
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	13 839 668	13 211 082
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	1 260 110	4 672 497
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	42 088 354	37 415 857
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	42 088 354	37 415 857
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29	43 348 464	42 088 354

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 736 073	5 092 249
Débiteurs (note 5)	2	7 118 724	8 431 171
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	114 977	178 220
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 969 774	13 701 640
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	14 403 092	6 573 945
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 015 793	4 805 724
Revenus reportés (note 12)	12	324 055	250 316
Dette à long terme (note 13)	13	17 775 598	18 461 705
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	142 519	141 890
Autres passifs (note 14)	15		
	16	34 661 057	30 233 580
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(22 691 283)	(16 531 940)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	65 874 336	58 437 868
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	26 207	9 788
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	139 204	172 638
	23	66 039 747	58 620 294
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	43 348 464	42 088 354
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations	
		2021	2020
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 260 110	4 672 497
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	9 838 323 )	( 11 949 688 )
Produit de cession	3	83 298	21 669
Amortissement	4	2 311 445	2 027 168
(Gain) perte sur cession	5	8 305	14 995
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(7 435 275)	(9 885 856)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	(16 419)	(4 971)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	33 434	180 851
	13	17 015	175 880
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	(1 193)	(2 226 102)
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(6 159 343)	(7 263 581)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(16 531 940)	(9 268 359)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(16 531 940)	(9 268 359)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21	(22 691 283)	(16 531 940)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 260 110	4 672 497
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 311 445	2 027 168
Autres			
▪ Gain sur immos	3	8 305	14 995
▪ Variation des % détenu dans Ré	4		(2 226 102)
	5	3 579 860	4 488 558
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 312 447	(3 186 720)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(2 789 931)	2 359 984
Revenus reportés	9	73 739	48 051
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	629	(25 831)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(16 419)	(4 971)
Autres actifs non financiers	13	33 434	180 851
	14	2 193 759	3 859 922
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	( 9 838 323 )	( 11 949 688 )
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	82 105	21 669
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(9 756 218)	(11 928 019)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( 4 986 )	( 44 175 )
Remboursement ou cession	21	19 529	39 282
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	( )
Cession	23	48 700	
	24	63 243	(4 893)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	25	675 137	6 140 263
Remboursement de la dette à long terme	26	( 1 412 267 )	( 1 436 860 )
Variation nette des emprunts temporaires	27	7 829 147	5 965 711
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	51 023	(62 205)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	7 143 040	10 606 909
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	32	(356 176)	2 533 919
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	5 092 249	2 558 330
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	5 092 249	2 558 330
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	36	4 736 073	5 092 249

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

### 1. Statut de l'organisme municipal

La ville d'Otterburn Park est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-4.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

##### a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des organismes qu'elle contrôle. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne.

- Société culturelle de la Pointe-Valaine (100%)

##### b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La Ville participe au partenariat suivant :

- Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu (18,435%)

- Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (3,697%)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

- Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (7,868%)
- Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée-du-Richelieu (18,795%)
- Régie intermunicipale du service animalier de la Vallée-du-Richelieu (5,747%)

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**Placements à long terme**

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement.

**b) Actifs non financiers**

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans  
 Bâtiments: 40 ans  
 Véhicules: 10, 15 et 20 ans  
 Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans  
 Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans  
 Amélioration locatives : période de 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

**D) Passifs**

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

**E) Revenus**

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir.

### **G) Dépenses constatées à taxer ou à pouvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pouvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments****Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 736 073	5 092 249
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>4 736 073</b>	<b>5 092 249</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

**Note****5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	536 323	355 612
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	5 335 682	5 842 234
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	163 085	538 643
Organismes municipaux	15	706 860	346 156
Autres			
▪ Mutations, amendes, divers	16	375 963	1 347 613
▪ Débiteurs organismes contrôlés	17	811	913
	18	7 118 724	8 431 171
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 057 871	4 197 344
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	4 057 871	4 197 344
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	9 774	10 409

**Note****6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	114 977	178 220
Autres placements	31		
	32	114 977	178 220
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(142 519)	(141 890)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(142 519)	(141 890)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	159 452	133 129
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	195 836	140 946
Régimes de retraite des élus municipaux	42	14 906	11 368
	43	370 194	285 443

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note****10. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une marge de crédit pour les activités de fonctionnement d'un montant de 1 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Le solde est inutilisé au 31 décembre 2021.

La ville bénéficie d'une marge de crédit pour les activités d'investissement d'un montant de 24 959 660 \$ portant intérêt au taux 2,45%. Le solde utilisé au 31 décembre 2021 s'élève à 13 765 378 \$.

**Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Au 31 décembre 2021, la Régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000\$. Un montant de 0\$ est utilisé au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux de base.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 3,697%.

**Régie intermunicipale des Services animaliers de la Vallée-du-Richelieu**

Au 31 décembre 2021, La Régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 000 \$. La marge est inutilisée au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 5,747%

**Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée-du-Richelieu**

Au 31 décembre 2021, la régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 500 000 \$. La marge est inutilisée au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 18,435%

**Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée-du-Richelieu**

Au 31 décembre 2021, la régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 3 393 000 \$. Un montant de 3 393 000 \$ est utilisé au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux de 3,45%.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 18,795%

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

		2021	2020
Fournisseurs	47	410 774	2 661 749
Salaires et avantages sociaux	48	542 458	487 903
Dépôts et retenues de garantie	49	875 371	1 552 865
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Organismes municipaux et intét	51	187 190	103 207
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	2 015 793	4 805 724

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	90 537	96 386
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	195 603	153 930
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Subvention	69	28 000	
▪ Organismes consolidés	70	9 915	
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	324 055	250 316

**Note****13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	2,90	2022	2040	77	16 715 789	18 221 037
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,30	1,30	2022	2022	81	22 022	89 415
Organismes municipaux	2,30	3,30	2022	2026	82	284 979	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,99	3,90	2022	2031	83	864 266	313 734
Autres					84		
					85	17 887 056	18 624 186
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	( 111 458 )	( 162 481 )
					87	17 775 598	18 461 705

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		1 307 900	82 093	31 613	1 421 606
2023	89		1 200 997	77 674	39 678	1 318 349
2024	90		1 401 798	79 578	36 091	1 517 467
2025	91		1 279 061	81 625		1 360 686
2026	92		1 292 642	81 709	199 619	1 573 970
2027 et plus	93		10 233 391	461 587		10 694 978
	94		16 715 789	864 266	307 001	17 887 056
Intérêts et frais accessoires	95		( )	( )	( )	
	96		16 715 789	864 266	307 001	17 887 056

**Note****14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	104	3 878 990		(911 051)	4 790 041
Eaux usées	105	11 260 140		(2 505 389)	13 765 529
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	32 336 137	(20 788)	(1 447 629)	33 762 978
Autres					
▪	107	2 175 602			2 175 602
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	13 569 227	(39 812)	(645 796)	14 175 211
Améliorations locatives	111	65 807	349		66 156
Véhicules	112	2 384 441	761 901	271 536	2 874 806
Ameublement et équipement de bureau	113	1 288 197	53 103	(49 470)	1 390 770
Machinerie, outillage et équipement divers	114	6 117 210	50 583	(341 555)	6 509 348
Terrains	115	1 075 000	149 205	(146 992)	1 371 197
Autres	116				
	117	74 150 751	954 541	(5 776 346)	80 881 638
Immobilisations en cours	118	18 643 843	8 883 782	6 125 619	21 402 006
	119	92 794 594	9 838 323	349 273	102 283 644
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	120	597 902	119 751		717 653
Eaux usées	121	4 145 346	344 138		4 489 484
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	17 454 054	983 805		18 437 859
Autres					
▪	123	559 007	108 780		667 787
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	3 817 454	354 380		4 171 834
Améliorations locatives	127	43 850	3 621		47 471
Véhicules	128	1 351 494	172 558	259 319	1 264 733
Ameublement et équipement de bureau	129	1 198 984	92 723	(456)	1 292 163
Machinerie, outillage et équipement divers	130	5 188 635	131 689		5 320 324
Autres	131				
	132	34 356 726	2 311 445	258 863	36 409 308
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	133	58 437 868			65 874 336
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	448 483	195 869	46 590	597 762
Amortissement cumulé	135	( 134 476 )	( 35 344 )	( 5 179 )	( 174 999 )
Valeur comptable nette	136	314 007			422 763

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**16. Propriétés destinées à la revente**

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	153				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪ FPA	154	132 419
▪	155	
▪	156	
Autres		
▪ Fonds biodiversité	157	6 785
▪ Autres organismes consolidés	158	137 850
	159	139 204
		172 638

**Note****19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après un contrat de services de bibliothèque échéant en décembre 2022 à verser une somme totale de 591 160\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

La Ville s'est engagée, d'après un contrat de services d'utilisation d'un Centre aquatique échéant en décembre 2029 à verser une somme totale de 2 336 101 \$ durant cette période.

En vertu des divers contrats, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 1 183 770\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Locations de système de radio communication: 394 590\$ en 2022, 394 590\$ en 2023 et 394 590\$ en 2023.

La quote-part de la Ville est de 3,697%

La Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu s'est engagée auprès de partenaires, en vertu de contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2023, à verser des loyers totalisant 305 761 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les prochains exercices s'élèvent à 155 401 \$ en 2022 et 150 360 \$ en 2023.

La quote-part de la Ville est de 7,868%

En vertu des divers contrats, la Régie intermunicipale du Service animalier de la Vallée du Richelieu s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 75 564\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location d'immeuble: 25 188\$ en 2022, 2023 et 2024.

La quote-part de la Ville est de 5,747%

**20. Droits contractuels**

S.O.

**21. Passifs éventuels**

S.O.

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Lettre de garantie RAEVR	52 500	52 500	52 500
	160	52 500	52 500

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 18,795%

**B) Auto-assurance**

La ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour l'ensemble de son personnel.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

**C) Poursuites**

**Provenant de la consolidation de la Régie de Police Richelieu Saint-Laurent**

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La quote-part de la Ville est de 3,697%.

**D) Autres**

**ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement, puisque les travaux effectués jusqu'à présent ne sont pas complets.

**Provenant de la consolidation de la Régie de Police-Richelieu Saint-Laurent**

**Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal.**

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieur de Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'un ou l'autres des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurées avec une fiabilité raisonnable.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**24. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**25. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**26 Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu**

**Opérations conclues avec des entités apparentées**

La Régie loue des locaux à des municipalités membres de la Régie pour une contrepartie de 158 393 \$ (451 088 \$ en 2020) présenté à titre de sécurité incendie. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui est la contrepartie établie et acceptée par les parties.

La quote-part de la Ville est de 7,868%.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	11 437 272	11 584 270	11 850 757			11 850 757
Compensations tenant lieu de taxes	2	98 498	77 020	96 628			96 628
Quotes-parts	3					3 536 854	
Transferts	4	995 362	319 580	570 032		164 442	591 459
Services rendus	5	348 276	388 280	371 561		142 892	514 453
Imposition de droits	6	1 726 537	1 154 650	1 300 570		20 021	1 320 591
Amendes et pénalités	7	950	4 000	1 050		211 215	212 265
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	95 332	116 000	43 450		14 925	58 375
Autres revenus	10	46 418	24 790	(12 299)		194 646	182 347
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	14 748 645	13 668 590	14 221 749		4 284 995	14 826 875
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 533 696					
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			149 205		123 698	272 903
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 533 696		149 205		123 698	272 903
	22	16 282 341	13 668 590	14 370 954		4 408 693	15 099 778
<b>Charges</b>							
Administration générale	23	1 916 781	2 190 510	2 017 254	185 470		2 202 724
Sécurité publique	24	2 337 867	2 289 240	2 320 788		2 429 149	2 685 269
Transport	25	2 452 488	2 577 340	2 301 005	552 572		2 853 577
Hygiène du milieu	26	2 447 071	2 611 980	2 469 304	642 720	1 632 796	3 272 634
Santé et bien-être	27		57 500				
Aménagement, urbanisme et développement	28	349 192	560 760	469 199	28 714		497 913
Loisirs et culture	29	1 423 993	1 944 020	1 635 341	259 925	233 279	1 985 530
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	288 653	385 530	208 557		133 464	342 021
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 425 610	1 669 400	1 669 401	(1 669 401)		
	34	12 641 655	14 286 280	13 090 849		4 428 688	13 839 668
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	3 640 686	(617 690)	1 280 105		(19 995)	1 260 110

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	3 640 686	(617 690)	1 280 105	(19 995)	1 260 110
Moins : revenus d'investissement	2	(1 533 696)	( )	(149 205)	(123 698)	(272 903)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	2 106 990	(617 690)	1 130 900	(143 693)	987 207
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>						
Amortissement	4	1 425 610	1 669 400	1 669 401	642 044	2 311 445
Produit de cession	5	20 158		49 912	33 386	83 298
(Gain) perte sur cession	6	16 506		18 000	(9 695)	8 305
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 462 274	1 669 400	1 737 313	665 735	2 403 048
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	39 282		68 229		68 229
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	39 282		68 229		68 229
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				(43 792)	(43 792)
Remboursement de la dette à long terme	17	(822 334)	(835 900)	(876 064)	(337 767)	(1 213 831)
	18	(822 334)	(835 900)	(876 064)	(381 559)	(1 257 623)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	(52 243)	( )	(48 228)	(31 604)	(79 832)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				4 138	4 138
Excédent de fonctionnement affecté	21				64 956	64 956
Réserves financières et fonds réservés	22	(172 080)	(212 400)	(193 097)	(29 000)	(222 097)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(5 416)	(5 416)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(224 323)	(212 400)	(241 325)	3 074	(238 251)
	26	454 899	621 100	688 153	287 250	975 403
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	2 561 889	3 410	1 819 053	143 557	1 962 610

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Réalizations 2020		Réalizations 2021		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 533 696	149 205	123 698	272 903
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	46 786 )(	31 892 )(	9 279 )(	41 171 )
Sécurité publique	3 (	)	)	268 089 )(	268 089 )
Transport	4 (	351 220 )(	2 759 287 )(	)	2 759 287 )
Hygiène du milieu	5 (	9 956 555 )(	6 631 536 )(	48 552 )(	6 680 088 )
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	)	)
Loisirs et culture	8 (	725 190 )(	89 688 )(	)	89 688 )
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	11 079 751 )(	9 512 403 )(	325 920 )(	9 838 323 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	12 (	52 243 )(	)	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	13 (	)	4 986 )(	)	4 986 )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 331 000	459 747	215 390	675 137
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	15	52 243	48 228	31 604	79 832
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	830 123	239 935	3 934	243 869
Excédent de fonctionnement affecté	17			1 178	1 178
Réserves financières et fonds réservés	18	281 108	134 142	34 811	168 953
	19	1 163 474	422 305	71 527	493 832
	20	(5 637 520)	(8 635 337)	(39 003)	(8 674 340)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(4 103 824)	(8 486 132)	84 695	(8 401 437)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2020	2021	2021	Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 273 234	3 820 480	915 593	4 736 073
Débiteurs (note 5)	2	6 466 118	5 181 233	1 937 491	7 118 724
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	178 220	114 977		114 977
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	10 917 572	9 116 690	2 853 084	11 969 774
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	5 893 378	13 765 378	637 714	14 403 092
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 880 927	1 218 446	797 347	2 015 793
Revenus reportés (note 12)	12	250 316	314 140	9 915	324 055
Dettes à long terme (note 13)	13	13 347 238	12 860 569	4 915 029	17 775 598
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			142 519	142 519
Autres passifs (note 14)	15				
	16	23 371 859	28 158 533	6 502 524	34 661 057
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(12 454 287)	(19 041 843)	(3 649 440)	(22 691 283)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	44 276 663	52 051 752	13 822 584	65 874 336
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	5 294	16 585	9 622	26 207
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	20 839	102 118	37 086	139 204
	23	44 302 796	52 170 455	13 869 292	66 039 747
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 359 385	5 822 502	292 194	6 114 696
Excédent de fonctionnement affecté	25	55 337	182 750	178 907	361 657
Réserves financières et fonds réservés	26	2 031 720	2 079 263	269 329	2 348 592
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( )	( )	38 504	38 504
Financement des investissements en cours	28	(9 144 676)	(17 630 809)	40 548	(17 590 261)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	34 546 743	42 674 906	9 477 378	52 152 284
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	31 848 509	33 128 612	10 219 852	43 348 464
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>Rémunération</b>					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 513 290	2 305 104	4 251 795	4 051 974
<b>Charges sociales</b>					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	567 240	519 200	1 042 108	921 954
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 829 760	3 035 811	4 076 376	3 906 777
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	385 530	208 557	316 951	418 448
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13			25 070	15 835
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	5 321 060	5 352 776	1 815 922	1 868 926
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18				
<b>Amortissement</b>					
Immobilisations corporelles	19	1 669 400	1 669 401	2 311 446	2 027 168
Actifs incorporels achetés	20				
<b>Autres</b>					
▪	21				
▪	22				
▪	23				
	24	14 286 280	13 090 849	13 839 668	13 211 082

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 114 696	4 572 734
Excédent de fonctionnement affecté	2	361 657	253 049
Réserves financières et fonds réservés	3	2 348 592	2 374 168
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 38 504 )	( 49 336 )
Financement des investissements en cours	5	(17 590 261)	(9 022 384)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	52 152 284	43 960 123
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	43 348 464	42 088 354
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	5 822 502	4 359 385
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	292 194	213 349
	11	6 114 696	4 572 734
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Affecté au exercice suivant	12	141 000	
▪ Election	13		25 000
▪	14		30 337
▪	15	5 345	
▪ Fonds de branchement	16	41 750	
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	188 095	55 337
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ Projets spéciaux	22	109 272	112 336
▪ Eventualités	23	64 290	85 376
▪	24		
	25	173 562	197 712
	26	361 657	253 049

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	428 578
Organismes contrôlés et partenariats	38	181 825
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	1 650 685
Organismes contrôlés et partenariats	40	69 559
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	17 945
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	2 348 592
	48	2 374 168
	48	2 348 592
		2 374 168

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 17 080 )	( 19 261 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ( )	( )
Autres	53 ( 21 424 )	( 30 075 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ( )	( )
	55 ( 38 504 )	( 49 336 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	57 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( )	( )
Autres		
▪	59 ( )	( )
▪	60 ( )	( )
	61 ( 38 504 )	( 49 336 )
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	63 ( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	65 ( )	( )
Autres		
▪	66 ( )	( )
▪	67 ( )	( )
	68 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	70 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ( )	( )
Autres		
▪	73 ( )	( )
▪	74 ( )	( )
	75 ( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres	80	
▪	81	
	82 ( 38 504 )	( 49 336 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	83 1 655 048	122 292
Investissements à financer	84 ( 19 245 309 )	( 9 144 676 )
	85 (17 590 261)	(9 022 384)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 65 874 336	58 437 868
Propriétés destinées à la revente	87	
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 114 977	178 220
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 65 989 313	58 616 088
Ajustements aux éléments d'actif	92	390 146
	93 65 989 313	59 006 234
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 ( 17 775 598 )	( 18 461 705 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 ( 111 458 )	( 162 481 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 4 057 871	3 578 075
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 ( 13 829 185 )	( 15 046 111 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ( 7 844 )	( )
	101 ( 13 837 029 )	( 15 046 111 )
	102 52 152 284	43 960 123

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, le régime des cadres au 31 décembre 2019 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2019.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communications.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSMD, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSMD, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse,

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,40% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

Volet antérieur : aucune

b) Cadres: Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,26% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

Volet antérieur : aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

Volet antérieur : aucune

#### 11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (134 240)	(167 721)
Charge de l'exercice	4 ( 159 452 )	( 133 129 )
Cotisations versées par l'employeur	5 151 173	158 960
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (142 519)	(141 890)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 5 339 170	4 507 235
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 5 555 445 )	( 4 697 149 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (216 275)	(189 914)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 73 756	48 024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (142 519)	(141 890)
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (142 519)	(141 890)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 5 339 170	4 507 235
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 5 555 445 )	( 4 697 149 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 216 275 )	( 189 914 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 326 297	201 523
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 5 841	
	20 332 138	201 523
Cotisations salariales des employés	21 ( 215 424 )	( 100 669 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 116 714	100 854
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 21 184	12 755
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (3 475)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 134 423	113 609
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 293 394	260 306
Rendement espéré des actifs	33 ( 268 365 )	( 240 786 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 25 029	19 520
Charge de l'exercice	35 159 452	133 129

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 424 859	242 959
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 268 365 )	( 240 786 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 156 494	2 173
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (75 419)	57 755
Prestations versées au cours de l'exercice	40 306 481	145 026
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 5 443 906	4 546 977
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 121 336	112 167
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 35 639	9 686
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,38 %	5,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,48 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( ) ( )	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( ) ( )	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( ) ( )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		3
--	-----	--	---

**Description des régimes et autres renseignements****Ville Otterburn Park**

REER collectif

7% employés ; 7% employeurs

**Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu**

Régime de retraite simplifié

La Régie offre à ses employés réguliers pompiers et cadres un régime de retraite simplifié où l'employeur et l'employé cotisent chacun 9 % du salaire régulier de l'employé.

Le taux de la contribution varie pour les employés pompier à temps partiel selon la municipalité de provenance.

**Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu**

REER collectif

Cols bleu 8% employés ; 8% employeurs

Cadres 9% employés ; 9% employeurs

		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115	35 833	31 108
REER	116	160 003	109 838
Autres régimes	117		
	118	195 836	140 946

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	37	34

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	120	4 482	7 648
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	121	14 906	11 368
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	14 906	11 368

**Note**

## **Renseignements financiers consolidés non audités**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 855 486	8 855 486	8 667 900
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	8 855 486	8 855 486	8 667 900
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	700 006	700 006	696 982
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	870 336	870 336	866 711
Matières résiduelles	15	1 173 321	1 173 321	972 449
Autres				
▪ Piscine	16	107 440	107 440	93 518
▪ Compteur d'eau	17	2 914	2 914	4 218
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	33 429	33 429	30 232
Service de la dette	20	107 825	107 825	105 262
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	2 995 271	2 995 271	2 769 372
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	2 995 271	2 995 271	2 769 372
	29	11 850 757	11 850 757	11 437 272

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	8 925	8 925	7 844
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	87 703	87 703	90 654
	38	96 628	96 628	98 498
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	96 628	96 628	98 498
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	96 628	96 628	98 498

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	55	65 784	65 784	91 841
<b>Sécurité publique</b>				
Police	56			
Sécurité incendie	57			2 578
Sécurité civile	58			
Autres	59			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	17 240	17 240	14 403
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	30 705	52 132	55 914
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73	30 706	30 706	31 742
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	425 597	425 597	219 319
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	89			
Activités culturelles				
Bibliothèques	90			
Autres	91			
<b>Réseau d'électricité</b>	92			
	93	570 032	591 459	415 797

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	94		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	128		1 533 696
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
<b>Réseau d'électricité</b>	131		
	132		1 533 696

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			606 315
	144			606 315
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	145	570 032	591 459	2 555 808

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148		12 107	10 395
	149		12 107	10 395
<b>Sécurité publique</b>				
Police	150			
Sécurité incendie	151		8 050	20 940
Sécurité civile	152			
Autres	153		7 391	6 862
	154		15 441	27 802
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		24 480	13 542
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163	172 556	172 556	158 555
Réseaux d'égout	164			16 749
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168	4 361	4 361	
Autres	169	72 061	72 061	
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			63 113
	173	248 978	273 458	251 959

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
<b>Réseau d'électricité</b>	186			
	187	248 978	301 006	290 156

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	20 786	20 786	29 595
	191	20 786	20 786	29 595
<b>Sécurité publique</b>				
Police	192		84 604	64 608
Sécurité incendie	193		6 260	
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196		90 864	64 608
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	101 797	101 797	80 264
	229	101 797	101 797	80 264
<b>Réseau d'électricité</b>	230			
	231	122 583	213 447	174 467
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	232	371 561	514 453	464 623

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	233	86 507	106 528	65 256
Droits de mutation immobilière	234	1 214 063	1 214 063	1 678 723
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	1 300 570	1 320 591	1 743 979
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	238	1 050	212 265	201 227
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	239			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	240	43 450	58 375	105 594
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	(18 000)	(8 305)	(14 995)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	149 205	272 903	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	5 701	190 652	1 075 203
	251	136 906	455 250	1 060 208
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	252			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	306 212		306 212	306 212	287 576
Greffe et application de la loi	2	240 339		240 339	240 339	211 982
Gestion financière et administrative	3	1 224 824	185 470	1 410 294	1 410 294	1 295 806
Évaluation	4	139 782		139 782	139 782	152 155
Gestion du personnel	5	34 840		34 840	34 840	5 632
Autres						
▪	6	71 257		71 257	71 257	24 130
▪	7					
	8	2 017 254	185 470	2 202 724	2 202 724	1 977 281
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	1 306 378		1 306 378	1 643 196	1 551 483
Sécurité incendie	10	952 710		952 710	960 975	1 116 394
Sécurité civile	11	61 700		61 700	61 700	60 799
Autres	12				19 398	22 620
	13	2 320 788		2 320 788	2 685 269	2 751 296
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 351 842	552 572	1 904 414	1 904 414	2 033 554
Enlèvement de la neige	15	101 962		101 962	101 962	104 306
Éclairage des rues	16	46 209		46 209	46 209	38 059
Circulation et stationnement	17	67 626		67 626	67 626	23 891
Transport collectif						
Transport en commun	18	733 366		733 366	733 366	710 366
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 301 005	552 572	2 853 577	2 853 577	2 910 176

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	511 920		511 920	460 565	525 022
Réseau de distribution de l'eau potable	24	91 135	321 360	412 495	412 495	340 902
Traitement des eaux usées	25	594 197	321 360	915 557	1 127 522	948 557
Réseaux d'égout	26	176 873		176 873	176 873	172 234
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	206 688		206 688	206 688	237 530
Élimination	28	206 688		206 688	206 688	237 530
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	185 283		185 283	185 283	222 766
Tri et conditionnement	30					2 085
Matières organiques						
Collecte et transport	31	158 756		158 756	158 756	
Traitement	32	200 008		200 008	200 008	380 445
Matériaux secs	33	137 756		137 756	137 756	89 707
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	2 469 304	642 720	3 112 024	3 272 634	3 156 778
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	469 199	28 714	497 913	373 770
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	469 199	28 714	497 913	373 770
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	315 564	203 166	518 730	304 335
Patinoires intérieures et extérieures	54	83 368		83 368	94 863
Piscines, plages et ports de plaisance	55	341 318		341 318	367 280
Parcs et terrains de jeux	56	415 938		415 938	310 561
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60	1 156 188	203 166	1 359 354	1 077 039
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	287 398	56 759	344 157	259 386
Bibliothèques	62	191 755		191 755	271 073
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	479 153	56 759	535 912	530 459
	67	1 635 341	259 925	1 895 266	1 607 498

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	69	200 228		200 228	356 025
Autres frais	70	8 329		12 785	62 423
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71			25 029	15 823
Autres	72			41	12
	73	208 557		342 021	434 283
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	75	1 669 401 (	1 669 401 )		



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

## **Autres renseignements**

Questionnaire	11
---------------	----

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 768 410	1 768 410	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		36 080	29 460
Conduites d'égout	4	4 863 126	4 863 126	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 172 926	2 172 926	9 956 555
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			351 220
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	(42 385)	(12 472)	576 183
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		349	9 976
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	542 716	761 902	28 493
Ameublement et équipement de bureau	18	58 405	68 547	15 881
Machinerie, outillage et équipement divers	19		20 971	54 903
Terrains	20	149 205	149 205	172 671
Autres	21		9 279	754 346
	22	9 512 403	9 838 323	11 949 688

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	1 768 410	1 768 410	
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		36 080	29 460
Conduites d'égout	26	4 863 126	4 863 126	
Autres infrastructures	27	2 172 926	2 172 926	10 307 775
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations corporelles	33	707 941	997 781	1 612 453
	34	9 512 403	9 838 323	11 949 688

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 723 285	333 615		2 056 900
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	608 382	(315 669)	128 694	164 019
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	12 095 175	698 872	1 185 781	11 608 266
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	14 426 842	716 818	1 314 475	13 829 185
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 197 344		139 473	4 057 871
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 197 344		139 473	4 057 871
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	4 197 344		139 473	4 057 871
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	4 197 344		139 473	4 057 871
	18	18 624 186	716 818	1 453 948	17 887 056
Dettes en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
<b>Dettes à long terme</b>	21	18 624 186	716 818	1 453 948	17 887 056

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	12 962 827
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	19 230 898
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 650 685
Débiteurs	9	3 471 004
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 600 089
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	25 471 947
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	15	3 596 269
Endettement net à long terme	16	29 068 216
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	331 345
Communauté métropolitaine	18	43 064
Autres organismes	19	633 687
Endettement total net à long terme	20	30 076 312
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	30 076 312
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
<b>Administration générale</b>					
	Greffe et application de la loi	1	112 504	112 504	108 400
	Évaluation	2			
	Autres	3			
<b>Sécurité publique</b>					
	Police	4	1 308 013		
	Sécurité incendie	5	721 405		
	Sécurité civile	6	35 250		
	Autres	7			
<b>Transport</b>					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9	687 912	687 912	664 680
	Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>					
	Eau et égout	11	1 472 186		
	Matières résiduelles	12	1 015 506	1 015 506	1 095 846
	Cours d'eau	13			
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>					
	Logement social	16			
	Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18			
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20			
	Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>					
	Activités récréatives	22			
	Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>					
		24			
		25	5 352 776	1 815 922	1 868 926

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 512 403	11 079 751
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 512 403	11 079 751

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	40,00	14 560,00	674 563	146 095	820 658
Professionnels	2						
Cols blancs	3	9,70	35,00	17 662,00	680 572	151 964	832 536
Cols bleus	4	10,62	39,00	21 539,00	789 901	195 016	984 917
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	27,32		53 761,00	2 145 036	493 075	2 638 111
Élus	9	6,08			160 068	26 125	186 193
	10	33,40			2 305 104	519 200	2 824 304

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	570 032				570 032
	17	570 032				570 032

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		2021	2020
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 640	5 526
	4	1 640	5 526
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		8 831
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		8 831
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	37 359	89 010
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	37 359	89 010
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	34 724	35 597
Traitement des eaux usées	18	1 873	44 189
Réseaux d'égout	19	74 316	28 634
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		368
Protection de l'environnement	24		3 637
Autres	25		930
	26	110 913	113 355
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		9 844
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		9 844
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	58 645	31 321
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		30 766
	39	58 645	62 087
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	208 557	288 653

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Denis Parent	Maire	30 841	15 375	10 991	
Jacques Portelance	Conseiller	10 394	5 467	245	123
Louis Côté	Conseiller	10 334	5 017	2 646	123
Jean-Marc Fortin	Conseiller	9 584	4 792		
Alexandre Dubé-Poirier	Conseiller	10 034	5 017		
Mario Borduas	Conseiller	9 884	5 167		
Mélanie Villeneuve	Maire	3 869	1 934	2 047	790
Marc Girard-Alleyn	Conseiller	1 300	650		
Marie-Christine Moore	Conseiller	1 250	625		
Claude Leroux	Conseiller	1 300	650		
Mathieu Chapdelaine	Conseiller	1 300	650		
Natacha Thibault	Conseiller	1 300	650	146	

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

**OUI      NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1      1 900 000 \$

**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2            3     

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4      \_\_\_\_\_ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5            6     

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17      \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18  19

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 149 205 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21  22

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 \_\_\_\_\_ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24  25

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 \_\_\_\_\_ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27  28

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 \_\_\_\_\_ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30  31

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32  33

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34  35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 \_\_\_\_\_ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37  38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 \_\_\_\_\_ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40  41

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 \_\_\_\_\_ \$

- b) autres formes d'aide

43 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

## 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2021

45 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

46 \_\_\_\_\_ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

## a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \_\_\_\_\_ \$

Systèmes de drainage

54 \_\_\_\_\_ \$

Abords de routes

55 \_\_\_\_\_ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \_\_\_\_\_ \$

## b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \_\_\_\_\_ \$

## c) Total des frais encourus admissibles

59 \_\_\_\_\_ \$

## d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

## e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

## f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

61 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?</i>	62		63	X
Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :				
a) Numéro de la résolution	64	_____		
b) Date d'adoption de la résolution	65	_____		
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>				
a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	66	_____		
b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	67	_____		
<i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i>				
c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)	68	_____		2
d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)	69	_____		1
e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)	70	_____		
f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10)	71	_____		
g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)	72	_____		
h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	73	_____		620
i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)	74	_____		
j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	75	_____		1
k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?	76		77	X
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021				
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	_____		1 937 308 \$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	_____		1 533 696 \$
Ministère des Transports	80	_____		\$
Ministère de la Culture et des Communications	81	_____		\$
Autres ministères/organismes	82	_____		136 658 \$
	83	_____		<u>3 607 662 \$</u>

# **Taux global de taxation réel**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

Ville d'Otterburn Park | 57030 |

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la VILLE D'OTTERBURN PARK,

### Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE D'OTTERBURN PARK (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MPA inc., société de comptables professionnels agréés / Robert Arbour CPA auditeur, CA  
Montréal, le 15 mai 2022





**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1  2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3  4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5  6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7  8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9  10

**Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11  12  13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14  15  16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17  18  19

**La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20  21  22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23  24

**La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.**

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25  26



# **Données prévisionnelles non auditées**

**Exercice se terminant le 31 décembre 2022**

# Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 368 540
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	9 368 540

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	713 090
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	907 370
Matières résiduelles	15	1 190 860
Autres		
▪ Compensation	16	62 690
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	30 200
Service de la dette	20	38 340
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	2 942 550
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	2 942 550
	29	12 311 090

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	90 820
	9	90 820

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	90 820

**GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	90 820

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 103 444 183	x 0,7668 /100 \$	8 461 210				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	17 625 477	x 1,0221 /100 \$	180 150				
Immeubles non résidentiels	4	15 058 946	x 1,9170 /100 \$	288 680				
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	25 326 030	x 1,5336 /100 \$	388 400				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	6 533 646	x 0,7668 /100 \$	50 100				
<b>Total</b>	<b>10</b>			<b>9 368 540</b>	<b>( )</b>	<b>( )</b>		<b>9 368 540</b>
<b>Taxes spéciales</b>								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
<b>Total</b>	<b>20</b>				<b>( )</b>	<b>( )</b>		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>30</b>				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>40</b>				( )	( )		
		<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	<b>41</b>	x	%		( )	( )		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Non audité**

<b>Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels</b> (montant fixe)	<b>Par unité de logement</b>
Eau	1 <u>181,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>264,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>360,00 \$</u>

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Piscine	80,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Compteur d'eau	0,5500	7 - autres (préciser)	mètre cube excédent 180

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	120 789			203 138	141 371	52 417
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	494			831	579	215
Autres	5	37 055			62 317	43 369	16 080
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	158 338			266 286	185 319	68 712

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	1	8 850 825			9 368 540
De secteur	2				
Autres	3				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	36 221			38 340
Autres	5	2 715 189			2 874 010
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	11 602 235			12 280 890

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

- |  |  |
|--|--|
| <p>1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?</p> <p>a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour la taxe foncière générale</li> <li>▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV</li> </ul> <p>b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.</li> </ul> <p>c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.</li> </ul> <p>d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables</li> <li>▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)</li> <li>▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels</li> <li>▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :<br/>2021<br/>2022</li> <li>▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :<br/>2021<br/>2022</li> </ul> | <p>1 <input checked="" type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/></p> <p>3 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/> 5 <input type="checkbox"/></p> <p>6 <input type="checkbox"/> 7 <input checked="" type="checkbox"/> 8 <input type="checkbox"/></p> <p>9 <input type="checkbox"/> 10 <input checked="" type="checkbox"/> 11 <input type="checkbox"/></p> <p>12 <input type="checkbox"/> 13 <input checked="" type="checkbox"/> 14 <input type="checkbox"/></p> <p>15 <input type="checkbox"/> 16 <input checked="" type="checkbox"/> 17 <input type="checkbox"/></p> <p>18 <input type="checkbox"/> 19 <input checked="" type="checkbox"/> 20 <input type="checkbox"/></p> <p>21 _____ \$</p> <p>22 _____ \$</p> <p>23 _____ \$</p> <p>24 _____ \$</p> <p>25 <input type="checkbox"/> 26 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>27 <input type="checkbox"/> 28 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>29 <input type="checkbox"/> 30 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>31 <input checked="" type="checkbox"/> 32 <input type="checkbox"/></p> <p>33 _____ 11 852 \$</p> |
|--|--|

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____ 2021-12-20
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____ 15 057 580 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____ 723 670 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____ 456 740 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____ \$



## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Sheina Fortin-Larouche, atteste que le rapport financier consolidé de Ville d'Otterburn Park pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 9 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville d'Otterburn Park.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville d'Otterburn Park consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville d'Otterburn Park détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-05 16:02:27

Date de transmission au Ministère : 2022-05-11



# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	14 748 645	13 668 590	14 221 749	4 284 995	14 826 875
Investissement	2	1 533 696		149 205	123 698	272 903
	3	16 282 341	13 668 590	14 370 954	4 408 693	15 099 778
<b>Charges</b>	4	12 641 655	14 286 280	13 090 849	4 428 688	13 839 668
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	3 640 686	(617 690)	1 280 105	(19 995)	1 260 110
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 533 696 )(		149 205 )(	123 698 )(	272 903 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	2 106 990	(617 690)	1 130 900	(143 693)	987 207
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 425 610	1 669 400	1 669 401	642 044	2 311 445
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				(43 792)	(43 792)
Remboursement de la dette à long terme	10 (	822 334 )(	835 900 )(	876 064 )(	337 767 )(	1 213 831 )
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	52 243 )(		48 228 )(	31 604 )(	79 832 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(172 080)	(212 400)	(193 097)	34 678	(158 419)
Autres éléments de conciliation	13	75 946		136 141	23 691	159 832
	14	454 899	621 100	688 153	287 250	975 403
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	2 561 889	3 410	1 819 053	143 557	1 962 610

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 273 234	3 820 480	4 736 073
Débiteurs	2	6 466 118	5 181 233	7 118 724
Placements de portefeuille	3	178 220	114 977	114 977
Autres	4			178 220
	5	10 917 572	9 116 690	11 969 774
<b>Passifs</b>				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			18 461 705
Dette à long terme	7	13 347 238	12 860 569	17 775 598
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			142 519
Autres	9	10 024 621	15 297 964	16 742 940
	10	23 371 859	28 158 533	30 233 580
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(12 454 287)	(19 041 843)	(22 691 283)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations corporelles	12	44 276 663	52 051 752	65 874 336
Autres	13	26 133	118 703	165 411
	14	44 302 796	52 170 455	66 039 747
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 359 385	5 822 502	6 114 696
Excédent de fonctionnement affecté	16	55 337	182 750	361 657
Réserves financières et fonds réservés	17	2 031 720	2 079 263	2 348 592
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	( )	( )	38 504
Financement des investissements en cours	19	(9 144 676)	(17 630 809)	(17 590 261)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	34 546 743	42 674 906	52 152 284
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			43 960 123
	22	31 848 509	33 128 612	43 348 464
				42 088 354

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES**  
**ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Affecté au exercice suivant	23	141 000	
▪ Election	24		25 000
▪	25		30 337
▪	26	5 345	
▪ Fonds de branchement	27	41 750	
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	188 095	55 337
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	33	173 562	197 712
	34	361 657	253 049
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Administration municipale			
	35	2 079 263	2 031 720
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	36	269 329	342 448
	37	2 710 249	2 627 217

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	25 471 947
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	30 076 312

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 056 900	1 723 285
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	11 608 266	12 095 175
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	164 019	608 382
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 057 871	4 197 344
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	17 887 056	18 624 186

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	11	11 437 272	11 584 270	11 850 757	11 850 757
Compensations tenant lieu de taxes	12	98 498	77 020	96 628	96 628
Quotes-parts	13				
Transferts	14	995 362	319 580	570 032	591 459
Services rendus	15	348 276	388 280	371 561	514 453
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 727 487	1 158 650	1 301 620	1 532 856
Autres	17	141 750	140 790	31 151	240 722
	18	14 748 645	13 668 590	14 221 749	14 826 875
<b>Investissement</b>					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	1 533 696			
Autres	22			149 205	272 903
	23	1 533 696		149 205	272 903
	24	16 282 341	13 668 590	14 370 954	15 099 778

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	2 017 254	185 470	2 202 724	2 202 724	1 977 281
Sécurité publique						
Police	2	1 306 378		1 306 378	1 643 196	1 551 483
Sécurité incendie	3	952 710		952 710	960 975	1 116 394
Autres	4	61 700		61 700	81 098	83 419
Transport						
Réseau routier	5	1 567 639	552 572	2 120 211	2 120 211	2 199 810
Transport collectif	6	733 366		733 366	733 366	710 366
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 374 125	642 720	2 016 845	2 177 455	1 986 715
Matières résiduelles	9	1 095 179		1 095 179	1 095 179	1 170 063
Autres	10					
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	469 199	28 714	497 913	497 913	373 770
Promotion et développement économique	13					
Autres	14					
Loisirs et culture	15	1 635 341	259 925	1 895 266	1 985 530	1 607 498
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	208 557		208 557	342 021	434 283
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	11 421 448	1 669 401	13 090 849	13 839 668	13 211 082
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 669 401 (	1 669 401 )			
	21	13 090 849		13 090 849	13 839 668	13 211 082

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Réalisations 2021</u>		<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 533 696	149 205	123 698	272 903
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	11 079 751 )(	9 512 403 )(	325 920 )(	9 838 323 )
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	52 243 )(	4 986 )(	)	4 986 )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 331 000	459 747	215 390	675 137
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	52 243	48 228	31 604	79 832
Excédent accumulé	6	1 111 231	374 077	39 923	414 000
	7	(5 637 520)	(8 635 337)	(39 003)	(8 674 340)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	(4 103 824)	(8 486 132)	84 695	(8 401 437)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.  
*Extrait du rapport financier, page S14*